

FICHE AMENDEMENT

Proposition d'amendement à l'Article 43 (Les coopérations renforcées), chapitre III, titre V, Partie I

Déposée par M. Hubert HAENEL, membre titulaire.

Article 43 (Les coopérations renforcées), chapitre III, titre V, Partie I

1. Les États membres qui souhaitent instaurer entre eux une coopération renforcée dans le cadre des compétences non exclusives de l'Union peuvent recourir à ses institutions et exercer ces compétences en appliquant les dispositions pertinentes de la Constitution, dans les limites et selon les modalités prévues au présent article, ainsi qu'aux articles I à P de la Constitution.

Les coopérations renforcées visent à favoriser la réalisation des objectifs de l'Union, à préserver ses intérêts et à renforcer son processus d'intégration. Elles sont ouvertes à tous les États membres lors de leur instauration, ainsi qu'à tout moment, conformément à l'article L de la Constitution.

2. L'autorisation de procéder à une coopération renforcée est accordée par le Conseil en dernier ressort, lorsqu'il a été établi en son sein que les objectifs poursuivis par celle-ci ne peuvent être atteints dans un délai raisonnable par l'Union dans son ensemble, et à condition qu'elle réunisse au minimum un tiers des États membres. **Par dérogation, ce seuil est d'un quart pour la mise en oeuvre de l'espace de liberté, de sécurité et de justice.** Le Conseil statue conformément à la procédure prévue à l'article M de la Constitution.

3. Seuls les représentants des États membres participant à une coopération renforcée prennent part à l'adoption des actes au sein du Conseil. Toutefois, tous les États membres peuvent participer aux délibérations du Conseil.

L'unanimité est constituée par les voix des seuls États participants. La majorité qualifiée se définit comme la majorité des voix des États membres participants, représentant au moins les trois cinquièmes de la population de ces États.

4. Les actes adoptés dans le cadre d'une coopération renforcée ne lient que les États membres y participant. Ils ne sont pas considérés comme un acquis qui doit être accepté par les candidats à l'adhésion à l'Union.

Explication éventuelle :

Cette proposition d'amendement vise à faciliter le recours aux coopérations renforcées pour la réalisation de l'espace de liberté de sécurité et de justice. Le nombre minimal d'États requis pour lancer une coopération renforcée passerait de neuf à sept dans une Union à vingt-cinq. Il faut tenir compte de l'intérêt particulier de ce mécanisme pour les questions de justice et de sécurité.